



Signataires : Joëlle Fiss, Murat-Julian Alder, Jean-Pierre Pasquier, Pierre Conne, Darius Azarpey, Rémy Burri, Jacques Béné

Date de dépôt : 5 mai 2026

Projet de loi

modifiant la loi sur la police (LPol) (F 1 05) (Pour une planification efficace des effectifs de la police)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi sur la police, du 9 septembre 2014, est modifiée comme suit :

Art. 19, al. 2 (nouvelle teneur)

² Le Conseil d'Etat fixe les effectifs de la police en tenant compte, notamment, des critères suivants :

- a) les missions telles que définies à l'article 1, alinéa 4, de la présente loi ;
- b) la géographie du canton ;
- c) les bassins de population ;
- d) sa vocation internationale.

Art. 19, al. 3 (nouveau, les al. 3 et 4 anciens devenant les al. 4 et 5)

³ En concertation avec le Ministère public, le Conseil d'Etat établit et tient à jour une planification annuelle des effectifs de la police avec une perspective à cinq ans. Cette planification fait l'objet d'un rapport annuel au Grand Conseil. Elle détaille les unités des corps et des services d'appui de la police et précise la mesure dans laquelle les critères de fixation des effectifs au sens de l'article 19, alinéa 2, sont respectés.

Art. 2 **Entrée en vigueur**

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le constat

Le cadre légal actuel de la LPol laisse au Conseil d'Etat une large marge d'appréciation dans la fixation des effectifs policiers, sans exigence formelle de planification structurée ni de justification détaillée des choix opérés. Il précise les critères devant guider la fixation, en les inscrivant dans la loi, et introduit une obligation de planification pluriannuelle accompagnée d'un rapport annuel au Grand Conseil.

Le projet proposé ne retire aucune compétence à l'exécutif, mais l'encadre en introduisant une obligation d'anticipation, de documentation et de transparence. Il s'agit de passer d'une décision essentiellement discrétionnaire à une planification explicite, argumentée et contrôlable, afin de renforcer la cohérence et la crédibilité de la politique de sécurité.

Partir d'une logique existante

Le projet de loi ne crée pas une compétence nouvelle en matière d'effectifs, puisque l'art. 19, al. 2, de la LPol prévoit déjà que le Conseil d'Etat fixe les effectifs policiers en fonction des bassins de population concernés (rsGE F 1 05). Toutefois, cette base légale demeure très générale et n'impose ni planification structurée ni exigences de transparence en cas de déséquilibre.

Le projet modifie cet article en précisant les critères à prendre en compte – notamment les missions légales, la géographie du canton et sa vocation internationale – et en introduisant un nouvel alinéa imposant une planification annuelle avec perspective à cinq ans. Le projet vise ainsi à encadrer et structurer une compétence déjà existante, en introduisant des critères objectifs et des outils de suivi, afin de renforcer la cohérence et la lisibilité de la politique de sécurité.

Par analogie avec d'autres domaines de politique publique, notamment la planification sanitaire, le projet introduit une logique comparable de planification fondée sur des critères objectifs, adaptée toutefois aux spécificités du domaine sécuritaire.

La motion 3148

La motion 3148 « Redonnons à la police les moyens de sa mission »¹ a été renvoyée par la plénière à la commission judiciaire et de la police à 80 oui contre 8 non. Cette motion invite le Conseil d'Etat à rendre un rapport sur les mesures concrètes à prendre pour rééquilibrer l'affectation des ressources policières et renforcer la police judiciaire.

Bien qu'importante symboliquement, cette motion reste une invitation à l'exécutif à produire un rapport ou des propositions. Ce projet de loi va plus loin en inscrivant dans la loi une obligation durable de planification, de justification et de transparence des effectifs avec des critères objectifs, en instaurant un mécanisme régulier de réédition de comptes au parlement.

Le ratio élevé des effectifs policiers à Genève

Selon les données intercantionales disponibles, le canton de Genève présente l'un des ratios policiers par habitant les plus élevés de Suisse. Rapporté à sa population, l'effectif opérationnel apparaît dense en comparaison nationale. Ce constat pourrait, à première vue, laisser penser que la situation genevoise ne nécessite aucune adaptation structurelle. Toutefois, un ratio brut ne reflète pas la réalité qualitative de la charge sécuritaire. C'est précisément pour cette raison que le projet introduit des critères qualitatifs dans la loi, afin de dépasser une approche purement quantitative.

Ce ratio ne mesure ni la complexité des dossiers traités, ni la nature spécifique des missions assumées par la police cantonale, ni l'intensité des contraintes territoriales et internationales propres à Genève. Or, plusieurs facteurs structurels distinguent profondément le canton de Genève :

- une charge diplomatique permanente ;
- une pression transfrontalière continue ;
- une criminalité économique et financière à forte dimension internationale ;
- une croissance démographique régulière.

Ces éléments pèsent sur la nature du travail policier et la répartition optimale des ressources humaines. L'analyse ne peut donc se limiter à une approche arithmétique.

¹ <https://ge.ch/grandconseil/m/memorial/seances/030303/13/6/>

La spécificité genevoise

Ces éléments pèsent sur la nature du travail policier et la répartition optimale des ressources humaines. Ils justifient l'inscription explicite, dans la loi, de critères tels que la vocation internationale du canton et sa configuration territoriale.

Aucun autre canton suisse ne cumule une telle densité institutionnelle et diplomatique

Cette réalité implique une mobilisation constante d'unités spécialisées et une organisation interne adaptée, dont l'intensité n'apparaît pas dans les comparaisons statistiques générales. A cette dimension internationale s'ajoute une configuration territoriale singulière. Genève est presque entièrement entourée par la frontière française et connaît des flux transfrontaliers quotidiens particulièrement élevés. Cette situation entraîne une mobilité accrue, des phénomènes de criminalité mobile et des coopérations judiciaires fréquentes. Là encore, il s'agit d'une contrainte structurelle.

Le projet de loi poursuit quatre objectifs principaux :

1. instaurer une planification structurée des effectifs ;
2. garantir une évaluation régulière de l'adéquation entre missions et ressources ;
3. renforcer la transparence des données relatives aux effectifs opérationnels ;
4. favoriser une répartition qualitative des effectifs en fonction des besoins réels.

Ces objectifs se traduisent concrètement par :

- la définition explicite de critères de fixation des effectifs à l'art. 19, al. 2 ;
- l'introduction d'une planification annuelle avec horizon à cinq ans (art. 19, al. 2) ;
- l'obligation de transmettre un rapport annuel au Grand Conseil ;
- une obligation d'analyse régulière des besoins policiers ;
- des critères objectifs de planification ;
- une transparence accrue vis-à-vis du parlement ;
- un mécanisme formel de suivi annuel.

Une comparaison intercantonale

Dans le cadre de la présente analyse, la situation genevoise a été comparée avec celle de plusieurs cantons urbains et démographiquement significatifs : le canton de Bâle-Ville, le canton de Zurich et le canton de Berne. Il ressort de cette comparaison que Zurich et Berne disposent de ratios policiers par habitant sensiblement moins denses que Genève. Bâle-Ville présente un ratio comparable, en raison de sa configuration urbaine et de sa taille réduite, mais ne connaît pas la même charge diplomatique ni la même intensité d’événements internationaux.

Ces différences confirment que la comparaison intercantonale doit être nuancée. Le ratio brut constitue un indicateur utile, mais il ne saurait à lui seul refléter l’ensemble des missions assumées par la police genevoise ni la complexité des risques auxquels le canton est exposé. Elles renforcent la nécessité d’une planification fondée sur des critères multiples, comme le prévoit le présent projet de loi.

TABLEAU COMPARATIF OFFICIEL

Tableau 1 – Effectifs POL I–IV (ETP opérationnels)

Canton	Population 2025	ETP POL I–IV	Ratio
<u>Genève</u>	<u>~530 000</u>	<u>1 512,6</u>	<u>1 / 350</u>
<u>Bâle-Ville</u>	<u>~201 000</u>	<u>570,4</u>	<u>1 / 352</u>
Zurich	~1 630 000	~3 990	1 / 405
Berne	~1 050 000	~2 050	1 / 510

Source : KKPks, Polizeibestände 2025 (statistiques nationales des effectifs policiers), et OFS, population résidente permanente 2025, <https://www.kkpks.ch/de/meldungen/polizeibestaende-2025--324>

Ce tableau met en perspective le ratio policier/habitants de Genève avec ceux de Bâle-Ville, Zurich et Berne sur la base des données homogènes POL I–IV (ETP opérationnels).

Il montre que Genève présente un ratio relativement dense (1 policier pour 350 habitants), comparable à Bâle-Ville, mais plus élevé que Zurich et surtout Berne. Cette comparaison démontre que Genève ne se situe pas en situation de sous-dotation apparente au regard du ratio brut, tout en

soulignant que ce seul indicateur ne reflète pas les spécificités structurelles du canton.

Conclusion

Genève n'est pas sous-dotée si l'on considère uniquement le ratio brut policier/habitants. La question posée n'est donc pas quantitative, mais structurelle. Il s'agit de s'assurer que l'organisation et la planification des effectifs correspondent durablement à la réalité des missions confiées à la police cantonale. Le présent projet permet d'inscrire dans la loi un mécanisme d'anticipation plutôt que de réaction. Il vise à garantir que la fixation et l'évolution des effectifs reposent sur des critères explicites, une planification pluriannuelle et une information régulière du parlement, afin d'assurer une gouvernance cohérente, transparente et responsable de la politique de sécurité.